

AMNISTIE INTERNATIONALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AI Index: AFR 31/001/2002 (Document Publique)
Nr du Service de Presse : 167
23 septembre 2002

Côte d'Ivoire : Amnesty International craint des règlements de comptes et des dérives xenophobes

Cinq jours après le soulèvement de certains éléments de l'armée ivoirienne qui a déjà fait près de 300 morts dont le ministre de l'Intérieur, Emile Boga Doudou et au moins autant de blessés, la situation demeure confuse autant en ce qui concerne les motivations des mutins que l'identité des personnes à l'origine de cette action.

"Tout en reconnaissant aux autorités ivoiriennes le droit de rétablir l'ordre menacé, Amnesty International craint que des personnes soupçonnées d'être liées à ce soulèvement ou d'autres opposants politiques ne soient l'objet de règlements de comptes et notamment d'exécutions sommaires", déclare aujourd'hui l'organisation.

Amnesty International s'inquiète notamment des conditions dans lesquelles le général Gueï, ancien chef de l'Etat, parvenu au pouvoir à la suite du premier coup d'état de l'histoire de la Côte d'Ivoire en décembre 1999 a été tué, le jeudi 19 septembre. Son épouse, son aide de camp, le capitaine Fabien Coulibaly et une dizaine d'autres personnes, gardes du corps et domestiques se trouvant à son domicile au moment de l'attaque ont été aussi tués. Selon des informations recueillies par Amnesty International, le général Gueï et ses proches auraient été froidement abattus, puis leurs corps auraient été retrouvés dans différents lieux de la capitale.

"Nous demandons aux autorités ivoiriennes d'ouvrir rapidement une enquête indépendante afin de déterminer les conditions dans lesquelles ces personnes, ainsi que le Ministre Emile Boga Doudou, ont été tuées et si toutes ou certaines d'entre elles ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. Dans ce cas, les responsables de ces actes doivent être traduits en justice", précise Amnesty International.

En outre, des signes inquiétants indiquent qu'une nouvelle poussée xénophobe contre les personnes d'origine étrangère et les Ivoiriens musulmans originaires du nord du pays pourrait menacer le pays si les autorités n'assurent pas la protection de ces personnes particulièrement vulnérables.

Le 21 septembre, plusieurs milliers de logements peuplés en majorité d'immigrés et situés dans certains quartiers déshérités d'Abidjan, notamment près du camp de gendarmerie

d'Agban, ont été incendiés et des milliers de personnes se sont retrouvées dans la rue. Ces événements ont suivi de près des déclarations officielles affirmant que des mercenaires étrangers et des véhicules armés provenant de pays frontaliers cherchaient à soutenir l'action des mutins.

"Plusieurs témoins ont affirmé que ces bidonvilles ont été incendiés par des gendarmes. Ceux-ci auraient également pillé les lieux et donné quelques minutes aux habitants pour partir", déclare aujourd'hui Amnesty International.

Ces événements rappellent d'autres attaques menées par les forces de l'ordre contre des étrangers ou des Ivoiriens musulmans originaires du nord du pays à la suite des élections présidentielle et législatives d'octobre et décembre 2000. A l'époque ces personnes avaient été accusées de soutenir la candidature d'Alassane Ouattara, dont la nationalité ivoirienne était contestée.

Alors que tous les partis politiques se sont efforcés au cours de l'année 2002 de trouver une entente et résoudre la crise qui a déchiré le pays depuis deux ans, la réponse officielle à ce soulèvement armé pourrait, s'il n'est pas maîtrisé par les autorités, mener à des règlements de comptes politiques et à des harcèlements sur des bases ethniques.

"Nous appelons donc les autorités à donner des ordres stricts aux forces de l'ordre afin que celles-ci ne portent pas atteinte aux droits humains d'opposants politiques ou de personnes vulnérables en raison de leur origine étrangère ou ethnique. C'est à ce prix que la Côte d'Ivoire peut éviter une nouvelle crise profonde comme celle qu'elle a connue à la fin de l'an 2000", conclut Amnesty International

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres,

UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web:
<http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>